

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonces diverses

MAUNA KEA TECHNOLOGIES

Société anonyme au capital social de 2.797.285,08 €
ayant son siège social 9, rue d'Enghien, 75010 Paris, France
431 268 028 RCS Paris
(la « **Société** » ou « **MKT** »)

**Avis de l'Administrateur Judiciaire de MKT aux parties affectées par le projet de plan de sauvegarde
(article R. 626-55 du Code de commerce)**

**Notification de l'Administrateur Judiciaire de MKT aux parties affectées par le projet de plan de sauvegarde des
modalités de répartition en classes et de calcul des droits de vote au sein de chaque classe (Articles L. 626-30, V et
R. 626-58 du Code de commerce)**

Madame, Monsieur,

Par jugement du 31 mars 2025, le Tribunal des Activités Economiques de Paris a ouvert une procédure de sauvegarde à l'égard de la Société et a désigné la SELARL Thevenot Partners, prise en la personne de Maître Aurélia Perdereau, dont le domicile professionnel est sis au 42, rue de Lisbonne à Paris (75008) en qualité d'administrateur judiciaire de la Société avec mission de surveillance (l'« **Administrateur Judiciaire** »).

Par ordonnance du 9 juillet 2025, le juge-commissaire désigné dans le cadre de la procédure de sauvegarde de la Société a autorisé la constitution des classes de parties affectées en vue du vote des créanciers sur le projet de plan de sauvegarde préparé par la société, avec le concours de l'Administrateur Judiciaire.

Le projet de plan de sauvegarde de la Société (le « **Projet de Plan de Sauvegarde** ») prévoit :

- la restructuration de l'endettement financier et opérationnel de la Société ;
- la modification de la participation au capital des actionnaires.

Par la présente, l'Administrateur Judiciaire avise les créanciers et détenteurs de capital visés ci-après :

- de leur qualité de partie affectée dans le cadre de la procédure de sauvegarde **(1.)** ;
- à lui faire connaître les accords de subordination **(2.)** ;
- des modalités de répartition en classes ainsi que des critères de constitution **(3.)** ;
- de l'arrêté du montant des créances et des droits dont les parties affectées sont titulaires **(4.)** ;
- des modalités de calcul des droits de vote au sein de la classe de parties affectées à laquelle ils appartiennent **(5.)** ; et
- de l'accès à la documentation relative aux opérations de vote des classes de parties affectées **(6.)**.

1) Notification de la qualité de partie affectée par le Projet de Plan de Sauvegarde

Par la présente, conformément aux dispositions de l'article R. 626-55 du Code de commerce, l'Administrateur Judiciaire avise les titulaires de créances et de droits nés antérieurement à la date du jugement d'ouverture de la procédure de sauvegarde à l'égard de la Société qu'ils sont des parties affectées par le projet de plan de sauvegarde et qu'ils sont en conséquence membres d'une classe (les « **Parties Affectées** »), en application de l'article L. 626-30, I du Code de commerce.

Ainsi, sont considérés comme des parties affectées :

- les créanciers fiscaux et sociaux de la Société ;
- le créancier sécurisé au titre du contrat de crédit du 20 juin 2019 (tel qu'amendé par avenants successifs) ;
- le bailleur des locaux utilisés par la Société ;
- les fournisseurs essentiels de la Société ;
- les fournisseurs stratégiques de la Société ;
- les créanciers chirographaires bénéficiant d'une garantie de l'Etat ;
- les créanciers chirographaires ne bénéficiant pas d'une garantie de l'Etat ;
- les détenteurs de titres donnant accès au capital ; et
- les détenteurs de capital.

En application des dispositions de l'article R. 626-55 du Code de commerce, ces créances et droits sont considérés comme affectés par le projet de Plan de Sauvegarde, et, en conséquence, sont intégrés dans une ou plusieurs classe(s) de parties affectées.

2) Invitation à faire connaître l'existence d'accords de subordination

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'accord de subordination qui aurait été conclu avant le 31 mars 2025.

Dans le cas contraire, l'Administrateur Judiciaire invite les Parties Affectées à lui faire connaître par e-mail aux adresses aperdereau@thevenotpartners.eu et plaunay@thevenotpartners.eu, au plus tard dans un délai de 10 jours calendaires, l'existence de tout accord de subordination dont elles auraient connaissance et qui aurait été conclu avant le 31 mars 2025, accompagné de tous éléments justificatifs.

A défaut de communication d'un tel accord dans le délai susvisé, celui-ci sera inopposable à la procédure de sauvegarde de la Société, conformément aux articles L. 626-30 et R. 626-55 du Code de commerce.

3) Modalités de répartition en classes, critères retenus pour la composition des classes de parties affectées et liste des classes de parties affectées

Conformément aux dispositions de l'article L. 626-30, III du Code de commerce, il appartient à l'Administrateur Judiciaire de répartir, sur la base de critères objectifs vérifiables, les parties affectées en classes représentatives d'une communauté d'intérêt économique suffisante en respectant les conditions suivantes :

- les créanciers titulaires de sûretés réelles portant sur les biens appartenant au débiteur, pour leurs créances garanties, et les autres créanciers sont répartis en classes distinctes ;
- la répartition des classes respecte les accords de subordination conclus avant l'ouverture de la procédure et portés à la connaissance de l'Administrateur Judiciaire ; et
- les détenteurs de capital forment une ou plusieurs classes.

Les critères objectifs retenus pour constituer les classes sont les suivants :

- la nature des créances ;
- l'existence de privilèges et/ou de sûretés ;
- l'existence d'une garantie octroyée par l'Etat ; et
- la nature des droits et/ou des valeurs mobilières détenus par chacune des parties affectées.

A cet égard, la liste des classes de parties affectées précisant les critères retenus pour la composition figure ci-dessous :

Classes de parties affectés		Critère de constitution	Montant total de la classe
Créanciers titulaires de sûretés réelles			
1.	Créances bancaires sécurisées	Le créancier de la classe n°1 constitue une communauté d'intérêt économique distincte en raison du fait que ses créances sont garanties par des sûretés réelles sur les actifs de la Société	34.791.265,00 €
Autres créanciers			
2.	Créances fiscales et sociales ou assimilées privilégiées	Les créanciers de la classe n°2 constituent une communauté d'intérêt économique distincte en raison de la nature de leurs créances, dont le fait générateur trouve sa source dans la réglementation sociale ou fiscale, et qui bénéficient de privilèges légaux	1.325.655,32 €
3.	Créances du bailleur	Le créancier de la classe n°3 constitue une communauté d'intérêt économique distincte en raison du privilège légal dont bénéficie ses créances	136.867,01 €
4.	Créances des fournisseurs essentiels	Les créanciers de la classe n°4 constituent une communauté d'intérêt économique distincte car ils s'agit de fournisseurs de biens non substituables dans la mesure où ils fournissent un produit sur-mesure à la Société, indispensable à la production du Cellvizio.	140.115,86 €
5.	Créances des fournisseurs stratégiques	Les créanciers de la classe n°5 constituent une communauté d'intérêt économique distincte car ils s'agit de fournisseurs de biens et services difficilement substituables par leur connaissance approfondie des activités et problématiques de la Société.	298.234,32 €

6.	Créances chirographaires bénéficiant d'une garantie de l'Etat	Les créanciers de la classe n°6 constituent une communauté d'intérêt économique distincte car leurs créances sont chirographaires mais elles bénéficient d'une garantie de l'Etat	2.351.630,40 €
7.	Créances chirographaires détenues par des fournisseurs de biens et services ou des partenaires substituables ou plus en relation avec la Société	Les créanciers de la classe n°7 constituent une communauté d'intérêt économique distincte car leurs créances sont chirographaires et il s'agit de fournisseurs de biens et services ou de partenaires substituables ou plus en relation avec la Société	5.138.546,65 €
Détenteurs de capital			
8.	Détenteurs de titres donnant accès au capital	Les créanciers de la classe n°8 constituent une communauté d'intérêt économique distincte car ils détiennent des titres financiers donnant accès au capital de la Société	-
9.	Détenteurs de capital	Les détenteurs de capital forment une classe séparée des classes de créanciers conformément aux dispositions de l'article L. 626-30 du Code de commerce. Compte tenu de (i) l'absence de différents types d'actions et (ii) du traitement identique qui leur est réservé, une seule classe de détenteurs de capital a été constituée.	-

4) Arrêté du montant des créances et des droits dont sont titulaires les parties affectées

Les montants des créances pris en compte pour le calcul des voix au sein de chaque classe de parties affectées sont arrêtés par l'Administrateur Judiciaire en application des articles L. 626-30, V, R. 626-56 et R. 626-58 du Code de commerce. Ils correspondent au montant en principal et intérêts, le cas échéant, jusqu'à la date de maturité contractuelle de chaque créance, en prenant le cas échéant en compte les échéanciers de remboursement contractuels existants.

Les tableaux ci-dessous indiquent, sur la base des montants indiqués par la Société et certifiés par le commissaire aux comptes, le montant en principal et intérêts à la veille du jugement d'ouverture de la procédure de sauvegarde par créance affectée, et ce pour chacune des classes de parties affectées à l'exception des classes n°8 et n°9.

Les intérêts à échoir depuis le jugement d'ouverture jusqu'à la date de maturité contractuelle sont pris en compte pour les besoins du calcul des droits de vote s'agissant des seules dettes conclues pour une durée supérieure ou égale à un an et en prenant en compte, le cas échéant, les échéanciers contractuels de remboursement existants.

Par ailleurs, conformément à l'article R. 626-58 du Code de commerce, en présence d'une clause d'indexation du taux d'intérêt, le montant des intérêts restant à échoir au jour du jugement d'ouverture de la procédure de sauvegarde est calculé au taux applicable à la date de ce jugement et les montants en devises sont convertis en euros au taux de change applicable à la date du jugement d'ouverture de la procédure de sauvegarde.

5) Modalités de calcul des voix retenues au sein des classes de parties affectées

Les classes statuent à la majorité des deux tiers (2/3) des voix détenues par les membres, présents ou représentés, sans condition de quorum, ayant exprimé un vote :

- Pour les créanciers affectés : le nombre de droits de vote alloués à chaque créancier est déterminé au prorata du montant de sa créance détenue à l'encontre de la Société, en principal et intérêts (en ce inclus les intérêts à échoir jusqu'à la maturité contractuelle), par rapport au montant total des créances des membres de la classe arrêté par l'Administrateur Judiciaire conformément à l'article L. 626-30, V du Code de commerce ;
- Pour les détenteurs de titres donnant accès au capital : le principe d'un droit de vote unitaire pour chaque action à laquelle les bon(s) détenu(s) donne(nt) accès a été retenu ;
- Pour les détenteurs de capital affectés : selon les mêmes modalités que celles applicables en assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société, sauf dérogations prévues par les dispositions du Livre VI du Code de commerce.

Au sein d'une classe, le vote sur l'adoption du projet de plan de sauvegarde peut être remplacé par un accord ayant recueilli, après consultation de ses membres, l'approbation des deux tiers des voix détenues par ceux-ci.

6) Modalités de communication électronique avec l'Administrateur Judiciaire et accès à la documentation relative aux opérations de vote des classes de parties affectées

L'Administrateur Judiciaire informe les Parties Affectées que toute communication par voie électronique devra être adressée par courriel à l'adresse suivante : aperdereau@thevenotpartners.eu et plaunay@thevenotpartners.eu. Conformément à l'article R. 626-55 du Code de commerce, vaut consentement à la transmission par voie électronique l'utilisation de ces modalités de communication électronique.

Les convocations au vote sur le projet de plan des classes de parties affectées, les modalités de déroulement de celui-ci et le projet de plan de sauvegarde seront communiqués ultérieurement par l'Administrateur Judiciaire, conformément aux textes applicables.

L'Administrateur Judiciaire

SELARL Thevenot Partners
Aurélia Perdereau